

***SECTION VIII - PROJETS DE CONTRAT ET MODÈLE D'ACTE
D'ENGAGEMENT***

Projet de contrat

Modèle d'acte d'engagement

PROJET DE CONTRAT

001/CIVMCRM/CD35/AFD/FONDEM du 21 septembre 2021 - Lot n°3

PROJET SOLSOMATI – Le Solaire au service du Développement des Populations de Somadougou et Madiama dans la région de Mopti

Lot n°3 : Fourniture, installation et mise en service partielle de composants pour interfaces de raccordement et de comptage d'énergie des abonnés aux services électriques de 2 communes rurales, Madiama et Somadougou, République du Mali

FINANCÉ PAR
L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)
LE DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE (CD35)
LA FONDATION ÉNERGIES POUR LE MONDE (FONDEM)

Entre

Le Conseil Régional de Mopti
Route de l'Abattoir,
Sévaré Village CAN
Mopti
MALI

("le pouvoir adjudicateur ")

d'une part,

et

<Dénomination officielle complète du contractant>

[Forme juridique/titre]¹

[N° d'enregistrement légal]²

[Adresse officielle complète]

[N° de TVA³],

(« Le contractant »),

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

¹ Quand le contractant est un individu.

² Si applicable. Pour les personnes physiques, mentionner leur numéro d'identification de leur carte d'identité ou passeport or document équivalent

³ Sauf si le contractant n'a pas de numéro de TVA

Article 1 Objet

- 1.1** L'objet du marché est la fourniture, installation et mise en service partielle de composants pour interfaces de raccordement et de comptage d'énergie des abonnés aux services électriques de 2 communes rurales, Madiama et Somadougou, République du Mali.

Les Incoterms applicables sont Delivered Duty Paid (DDP).

La période de mise en œuvre des tâches court à partir de la signature du présent contrat par la dernière des parties jusqu'à la signature du PV de réception technique provisoire des installations.

Les travaux, incluant la réception technique provisoire, devront être réalisés dans un délai de 5 mois à compter de la signature du contrat par la dernière des parties.

- 1.2** Le contractant doit se conformer strictement aux stipulations des conditions particulières et aux annexes, notamment le CCTP.

Article 2 Origine

La règle d'origine des biens est définie dans le paragraphe 7.2 des CCTP.

Un certificat d'origine des biens devra être produit par le contractant, au plus tard en même temps que sa demande de réception provisoire des fournitures. Le non-respect de cette condition peut conduire à la résiliation du marché.

Article 3 Prix

- 3.1** Le prix des biens est celui figurant dans le modèle d'offre financière en annexe 1 du CCTP.

Le montant total maximum du marché est de <.....> euros.

- 3.2** Les paiements seront effectués conformément aux dispositions du paragraphe 11.3 des CCTP.

Article 4 Ordre hiérarchique des documents contractuels

Les documents suivants seront considérés, lus et interprétés comme faisant partie intégrante du présent marché dans l'ordre hiérarchique suivant :

- le présent contrat
- les Instructions au Candidat
- les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- les Formulaires de soumission
- le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP)
- le Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)
- le Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)
- les Formulaires du Marché
- la décomposition du budget,
- les formulaires spécifiques ou documents relevant

Les différents documents constituant le marché doivent être considérés comme mutuellement explicites ; en cas d'ambiguïtés ou de divergences, ces documents seront appliqués selon l'ordre hiérarchique ci-dessus. Les avenants suivent l'ordre hiérarchique du document qu'ils modifient.

En foi de quoi les parties ont signé le présent contrat, qui devient effectif à compter du jour où la dernière partie, à savoir le contractant, l'a signé.

Fait en français en quatre exemplaires originaux, un original remis au pouvoir adjudicateur, un autre au Département Ille-et-Vilaine, un autre à la Fondation Énergies pour le Monde et un original remis au contractant.

Pour le contractant

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

Pour le pouvoir adjudicateur

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

MODÈLE D'ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE conclu le _____ jour du _____ 20_____.

ENTRE

1) *[nom du Maître de l'ouvrage]*, société de droit, *[nom du pays du Maître de l'ouvrage]*, ayant son siège social à *[adresse du Maître de l'ouvrage]* (ci-après dénommée « le Maître de l'ouvrage »), et

2) *[nom du Constructeur]*, société de droit, *[nom du pays du Constructeur]*, ayant son siège social à *[adresse du Constructeur]* (ci-après dénommée « le Constructeur »)

ATTENDU que le Maître de l'ouvrage souhaite confier au Constructeur la conception, la fabrication, les tests, la livraison, le montage, et la mise en service d'une installation, à savoir *[brève description de l'installation]* (ci-après dénommée « l'Installation ») :
et que le Constructeur a indiqué l'accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

Article 1.**Documents contractuels**

1.1 Documents contractuels (Référence Clause 2 du CCAG)
Les documents suivants constitueront le Marché passé entre le Maître de l'ouvrage et le Constructeur, et chacun de ces documents devra être considéré comme faisant partie intégrante du Marché :

- a) Le présent Acte d'engagement et ses annexes
- b) La Lettre de marché
- c) L'Offre et les bordereaux de prix remis par le Constructeur
- d) Le Cahier des clauses administratives particulières
- e) Le Cahier des clauses administratives générales
- f) Le Cahier des Clauses techniques Particulières signé par le contractant
- g) Les Spécifications techniques et plans
- h) Procédures (telles que citées dans la liste jointe)
- i) Les Instructions au Candidat
- j) Les Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- k) Les Formulaires de soumission
- l) Les Formulaires du Marché
- m) Les formulaires spécifiques ou documents relevant
- n) *Tout autre document spécifié*

1.2 Ordre de Priorité (Référence Clause 2 du CCAG)
En cas d'ambiguïté ou de conflit entre les documents contractuels repris ci-dessus, l'ordre de priorité sera celui dans lequel ils sont repris à l'Article 1.1 ci-dessus.

1.3 Définitions (Référence Clause 1 du CCAG)

Les mots et expressions commençant par une lettre majuscule auront la signification définie dans le Cahier des clauses administratives générales du Marché.

Article 2.**Montant du Marché et conditions de paiement tels que spécifiés dans le bordereau de prix****2.1 Montant du Marché (Référence Clause 14 du CCAG)**

Le Maître de l'ouvrage s'engage par les présentes à payer au Constructeur le montant du Marché en échange de l'exécution par le Constructeur de ses obligations au titre du Marché. Le montant total du Marché est de : *[montant en devise étrangère en toutes lettres], [montant en chiffres], et [montant en devise locale en toutes lettres], [montant en chiffres],* ou toute autre somme déterminée en conformité avec les termes et conditions du Marché.

2.2 Conditions de paiement (Référence Clause 15 du CCAG)

Les conditions et procédures de paiement du Constructeur par le Maître de l'ouvrage font l'objet de l'annexe correspondante (Conditions et procédures de paiement).

Le Maître de l'ouvrage donnera instruction à sa banque d'ouvrir un crédit documentaire irrévocable en faveur du Constructeur dans une banque du pays du Constructeur. Le crédit sera d'un montant de *[indiquer un montant égal au TOTAL spécifié dans le Bordereau de prix N° 1 moins le montant de l'acompte à effectuer pour les matériels et équipements à fournir de l'étranger]*, et sera soumis aux usages et pratiques des crédits documentaires, édition révisée 1993, ICC Publication N° 500.

Dans le cas où le montant payable en accord avec le Bordereau de prix N° 1 est modifié conformément à la Clause 11.2 du CCAG, ou de tout autre terme du Marché, le Maître de l'ouvrage devra prendre les dispositions nécessaires pour amender le crédit documentaire en conséquence.

[Le Maître de l'ouvrage peut envisager l'insertion d'une disposition semblable pour le paiement des matériels et équipements repris dans le Bordereau de prix N° 2.]

Article 3.**Date d'entrée en vigueur pour la détermination de la Date d'achèvement****3.1 Date d'entrée en vigueur (Référence Clause 1 du CCAG)**

La Date d'achèvement des Installations sera déterminée en fonction de la date à laquelle toutes les conditions suivantes auront été remplies :

- a) le présent Acte d'engagement a été dûment signé pour le compte de et au nom du Maître de l'ouvrage et du Constructeur ;
- b) le contrat a été dûment rempli et signé par les parties prenantes ;

- c) le Constructeur a soumis à l'approbation du Maître de l'ouvrage les garanties de bonne exécution et de restitution d'acompte ;
- d) le Maître de l'ouvrage a payé la première avance au Constructeur ;
- e) le Constructeur a été avisé que le crédit documentaire mentionné à l'Article 2.2 ci-dessus a été ouvert en sa faveur ;
- f) *Toute autre condition éventuelle sera ajoutée.*

3.2 Si le Marché n'est pas entré en vigueur selon les termes ci-dessus dans les deux (2) mois suivant la date de notification du présent Marché pour des raisons indépendantes du Constructeur, les parties étudieront et se mettront d'accord sur un ajustement équitable du prix du Marché, de la Date d'achèvement et de toute autre condition pertinente du Marché.

Article 4.
Annexes

- 4.1 Les annexes énumérées dans la liste des annexes jointes seront réputées faire partie intégrante du présent Marché.
- 4.2 Toute référence dans le Marché à une annexe concernera l'une des annexes jointes, et le Marché devra être compris conformément à cette disposition.

EN VERTU DE QUOI le Maître de l'ouvrage et le Constructeur ont autorisé leurs représentants à signer les dispositions des présentes.

Signé pour le compte et au nom du Maître de l'ouvrage par

[Signature]

[Titre]

en présence de _____

Signé pour le compte et au nom du Constructeur par

[Signature]

[Titre]

en présence de _____

ANNEXES

Annexe 1 : Conditions et procédures de paiement

Annexe 2 : Révision de prix

Annexe 3 : Assurances obligatoires

Annexe 1. Conditions et procédures de paiement

En conformité avec les dispositions de la Clause 15 du CCAG, le Maître de l'ouvrage règlera le Constructeur de la manière et selon l'échéancier précisés ci-après, en appliquant la ventilation des prix fournie à la section des bordereaux de prix.

Conditions de paiement

Paieement n°1 :

50 % du montant total du marché à la signature du contrat, sous réserve de réception et validation de la garantie bancaire de restitution d'acompte.

Paieement n°2 :

20 % du montant total du marché à la signature du PV de la réception technique R1, et libération de la garantie de restitution d'acompte

Paieement n°3 :

20 % du montant total du marché à la signature du PV de la réception technique R2.

Paieement n°4 :

10 % du montant total du marché, à la signature du PV de réception technique définitive R3.

Procédure de paiement

Les procédures à appliquer pour certifier et effectuer les paiements seront les suivantes :

Les paiements seront effectués en EUROS par virement bancaire.

Les paiements seront déclenchés sur présentation de factures et de notifications officielles de l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (Fondem) de la bonne conformité des prestations achevées, pour chaque période d'avancement.

Annexe 2. Révision de prix

Sans objet

Annexe 3. Assurances obligatoires

Assurances devant être souscrites par le Contractant

En conformité avec les dispositions de la Clause 23 du CCAG, le Contractant devra à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur, ou faire contracter et maintenir en vigueur les assurances énumérées ci-dessous pendant toute la durée d'exécution du Marché. L'identité des assureurs ainsi que la forme, le montant et les conditions des polices seront soumis à l'approbation du Maître de l'ouvrage, étant entendu que cette approbation ne pourra être refusée sans motif légitime.

- a) Assurance du fret en cours de transport
Couvrant la perte ou les dommages causés aux matériels et équipements (y compris les pièces de rechange) et aux équipements de montage devant être fournis par le Contractant ou ses sous-traitants, survenant en cours de transport entre les usines ou dépôts de leur fournisseur ou fabricant jusqu'à l'arrivée sur le site.
- b) Assurance tous risques des travaux de montage
Couvrant la perte ou les dommages physiques causés aux installations sur le site, survenant avant l'achèvement des Installations, avec une extension de garantie couvrant la responsabilité de le Contractant au titre de la perte ou des dommages survenus pendant la période de garantie tant que le Contractant demeure sur le site pour exécuter ses obligations pendant la période de garantie.
- c) Assurance de responsabilité civile vis-à-vis des tiers
Couvrant les dommages corporels et le décès de tiers (y compris le personnel du Maître de l'ouvrage) et la perte ou les dommages causés à des biens (y compris les biens du Maître de l'ouvrage et toute partie des installations qui ont fait l'objet d'une réception par le Maître de l'ouvrage), survenant en relation avec la fourniture et le montage des Installations.
- d) Assurance de responsabilité automobile
Couvrant l'usage de tous les véhicules utilisés par le Contractant ou ses sous-traitants (qu'ils en soient ou non propriétaires), en relation avec la fourniture et le montage des Installations. Le montant de la couverture sera conforme à la réglementation en vigueur.
- e) Assurance contre les accidents du travail
Conforme à la réglementation en vigueur au Mali.